

## **Intervention prévue pour l'AG de l'ECF du 24 octobre 1998, non lue**

*Albert Nguyen*

Chers collègues, vous avez lu comme moi le rapport du Conseil, et peut-être comme moi avez-vous été gênés par ce ton suffisant d'auto-congratulation. Il y a, depuis Barcelone, le feu à la maison AMP, et notre Conseil de l'Ecole, à lire le rapport, n'en finit pas de mesurer à quel point sa lecture est la bonne, celle "qui doit être claire à chacun", à quel point il a bien évalué les choses, bien traité les problèmes. Paradigmatique de cette façon politicarde de raisonner m'est apparue la phrase suivante, à la page 1 dudit rapport : "Le Conseil soutient et confirme son implication dans les choix et les orientations qu'il a été amené à prendre pour l'Ecole". Je m'interroge et je vous interroge : Que peut bien vouloir dire cette phrase ? On voit mal un Conseil ne pas soutenir ses choix et ses orientations. Le Conseil aurait-il pu ne pas être impliqué dans ses choix ? Ce qui frappe, c'est que le Conseil a été impliqué dans ses choix, mais alors par qui ? Incontestablement la phrase prend son sens si vous admettez le petit déplacement que je lui fais subir : Le Conseil soutient qu'il est impliqué - le confirme et signe - dans les orientations qui lui sont indiquées de l'extérieur du Conseil. C'est bien pour ça qu'il les soutient et qu'il confirme son implication. Notre Conseil est impliqué par les choix et les orientations dictés du dehors, ou quêtés au dehors, ou supposés au dehors. Cela, tout le monde ici sans doute le sait déjà, mais ça valait la peine de le faire remarquer puisque le glissement se trouve indiqué à la première page de ce rapport.

Une lecture attentive permettrait de multiplier les exemples de ce type, les inexactitudes, les interprétations pour le moins tendancieuses de certains faits. J'en relève deux pour être bref :  
- à la page 6, il est évoqué la Coordination nationale des ACF, réunion au cours de laquelle, sans qu'ils aient rien demandé, les responsables ACF se sont vus proposer un vote de soutien au Président.

Dans cette réunion, embolisée par la présence de J.-A. Miller, c'est encore une fois l'Editorial d'I. Morin qui valut d'y passer une heure... parce que le Délégué Général l'avait voulu ainsi, mais surtout parce que cette affaire préparait l'assaut mené contre le Directeur de l'Ecole. Sur cette affaire, il est inexact de dire que tous les responsables ACF ont réprouvé l'action de M. Strauss

(trois des responsables des ACF avaient quitté la salle). Je veux simplement signaler là encore, le glissement. Comme dit le vulgaire, on prend ses désirs pour la réalité.

- La passe : outre que le rapport y consacre assez peu de place, (étonnant pour une Ecole qui se réclame de la passe, il faut faire remarquer que, sur ce qui est le débat, initié bien sûr par le DG, de l'AE transitoire et de l'AE permanent, nulle part n'est mentionnée l'opposition pourtant sensible de beaucoup d'AE en fonction, comme n'est non plus mentionné le fait qu'il serait souhaitable de nous interroger sur les fondements de l'adoption de telle ou telle position sur ce point, plutôt que de savoir, une fois de plus, si le DG a raison ou non, si on lui déplaît ou non. Là n'est pas la question. (toujours page 6 du rapport).

Mais surtout, à lire ce rapport, qui pourrait avoir l'idée que l'Ecole est aux prises avec une crise très importante ? Nous avons un Conseil si perspicace, si capable d'anticiper, si inventif et si démocratique dans son esprit et sa gestion des problèmes, que nous serions bien ingrats de nous plaindre et d'avoir même l'idée de ne pas soutenir sa politique.

C'est pourtant ce que je m'apprête à faire dans le vote qui vient.